

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 103 (1958)  
**Heft:** 1

**Buchbesprechung:** Bibliographie

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 30.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Il peut aussi être aménagé en vue de transporter des hommes (des blessés) et du matériel (du génie, par exemple, des ravitaillements en vivres et en munitions).

Notre conclusion sera la même que celle du numéro de novembre. En faisant connaître les louables efforts tentés par une entreprise suisse en vue de contribuer à la recherche de moyens appropriés à notre défense, nous n'avons bien entendu pas la prétention d'influencer nos autorités, lesquelles, le moment venu, choisiront en pleine connaissance de cause.

LDY.

---

## Bibliographie

### Les livres

**Le véritable procès du maréchal Pétain**, par Louis Noguères, ancien président de la Haute Cour de Justice. — Librairie Arthème Fayard, 18, rue du Saint-Gothard, Paris 16e.

M. le président Noguères, qui présida la Haute Cour de Justice dès le 5 février 1946, reprend le procès du maréchal Pétain sur une base particulière et nouvelle.

Il s'agit de textes, de documents volumineux, réunis par l'instruction, qui, en fait, sont demeurés ignorés à la suite de la situation créée par le refus du maréchal de se laisser juger par la Haute Cour de Justice, par les conclusions prises, dès le début de la première audience, par les défenseurs et « par la peur de l'effort » du premier président Mongibeaux qui dirigeait les débats.

Ce dossier était sinon inconnu, du moins impénétré et impénétrable pour la Cour, magistrats et jurés, comme aussi pour les défenseurs. Seule la secrétaire du tribunal était capable de s'y retrouver, de l'aveu même du premier président !

Elu à la tête de la Haute Cour cinq mois après le procès Pétain, il est apparu au président Noguères que les cent huit procès engagés ensuite contre les membres et fonctionnaires du gouvernement de Vichy dépendaient du procès du maréchal. D'où le travail fort intéressant et complet de l'auteur, publié en 1955.

Le président Noguères se défend de prendre position « pour » ou « contre ». Il produit des documents, les ordonne et les commente assez brièvement, n'ayant, dit-il, d'autre souci que d'exposer la vérité, « admettant même que l'arrêt rendu a autorité de chose jugée ». Et il attend de sa réponse l'hostilité conjuguée des partisans et des adversaires du maréchal.

Qu'il s'attende surtout à celle des premiers, car, à la lecture de ce livre, on ne peut, semble-t-il, se défendre de l'impression que son auteur doit être rangé parmi les adversaires. Pour pouvoir se pronon-

cer sur ce point avec quelque certitude, il faudrait apparemment connaître les notes que le président Noguères a prises, heure par heure, du 4 au 11 juillet 1940, et qui ne seront publiées qu'après sa mort.

Ouvrage intéressant, où tout n'est évidemment pas nouveau, mais qui complète cependant, dans une notable mesure, la documentation déjà parue sur le procès du maréchal Pétain ; sans jeter toutefois un jour plus édifiant sur des débats dont on savait qu'ils avaient été pour le moins hâtifs et tendancieux. Pour quelques militaires, qui, dans l'histoire, se sont hissés, fourvoyés, au pouvoir civil, combien d'autres en ont été les victimes ! Mft.

**Ein Heer im Schatten der Parteien ; Die militärpolitische Lage Oesterreichs 1918-1938**, par Ludwig Jedlicka. — Editions Hermann Böhlau Nachf., Graz-Cologne.

La défaite des Puissances centrales en novembre 1918 signifia pour l'Autriche, non seulement l'écroulement d'une monarchie avec des traditions séculaires, mais aussi le démembrement d'un grand état multinational. Si la jeune république ne sombra pas dans les flots de la révolution, ce fut en bonne partie le mérite du secrétaire d'Etat socialiste Julius Deutsch qui, par la création d'une milice populaire, la « Volkswehr », défendit l'ordre contre les extrémistes de gauche. Cette « Volkswehr » fut, dès 1921, remplacée par la nouvelle armée fédérale, le « Bundesheer », transformation dans laquelle le général Theodor Körner, et après lui le ministre Carl Vaugoin, jouèrent un rôle prépondérant.

Après la première guerre mondiale, les vainqueurs imposèrent à l'Allemagne, aussi bien qu'à l'Autriche, de petites armées de métier. Ainsi le traité de Versailles limita l'armée allemande à 100 000 hommes, le traité de Saint-Germain celle de l'Autriche à 30 000 hommes. Mais tandis que le général von Seeckt réussit à maintenir la « Reichswehr » au-dessus de la mêlée politique, l'armée autrichienne, au contraire, fut un sujet permanent de disputes entre les partis.

Dans cette atmosphère de méfiance réciproque des formations, paramilitaires prirent de plus en plus d'ampleur. Il y eut d'abord le « Schutzbund » socialiste, suivi de la « Heimwehr », où l'élément campagnard prédominait et, à partir de 1933, les sections d'assaut des nationaux-socialistes firent leur apparition, mais elles furent rapidement interdites.

Affaiblie par les dissensions intérieures, entourée d'Etats plus ou moins hostiles, la République autrichienne poursuivit péniblement son chemin pour aboutir en mars 1933 au régime autoritaire du chancelier Dollfuss. L'année d'après, l'armée empêcha l'extension de la guerre civile en réprimant l'émeute socialiste du 12 février et le « Putsch » national-socialiste du 25 juillet 1934, dans lequel le chancelier Dollfuss trouva la mort. Son successeur, Kurt Schuschnigg, ne put plus résister à la pression du « Troisième Reich », lorsque Mussolini, qui avait soutenu depuis 1933 le gouvernement autrichien, retira l'appui de l'Italie vers la fin de 1937. Hitler décida d'agir et, le 12 mars 1938, l'annexion de l'Autriche se fit sans coup férir, bien que les chefs militaires allemands, les généraux von Blomberg, von Fritsch et Ludwig Beck eussent déconseillé l'opération.

L'auteur a su tirer habilement profit d'une documentation très étendue. Son ouvrage est un apport précieux à l'histoire de la période trouble et agitée de l'Autriche entre les deux guerres.

*E. Piaget*

Les revues

**Wehr und Wirtschaft**, Monatsschrift für Fragen der Streitkräfte der deutschen Bundesrepublik, No 2.

Cet intéressant périodique traite des questions les plus variées et les plus complexes embrassant l'instruction technique, tactique stratégique sur terre, sur mer et de l'air, l'équipement, l'armement, l'économie aussi bien au point de vue national que mondial. Les collaborateurs sont compétents en leur matière. Parmi les 17 exposés de la deuxième livraison se trouve, cité à titre d'exemple, une description sur l'ensemble de l'armement de l'armée suisse quant à la collaboration technique et économique-financière entre les instances militaires de l'Etat et des entreprises privées. Richement illustré, l'article est dû à la plume du major H. R. Kurz. Les autres études sont, sans exception et sans conteste, d'une haute tenue, mais par manque de place il ne nous est malheureusement pas possible de les commenter comme elles le mériteraient.

*E. B.*

**Schweizer Monatshefte**. Octobre 1957. — D<sup>r</sup> F. Rieter, Schulhausstrasse 9, Zurich.

Ce numéro est introduit par des considérations sur *La Défense de l'Ouest* présentées par le général N. L. Kruls, ancien chef d'état-major des Pays-Bas. Il expose de façon très claire les points de vue stratégiques en tenant compte des problèmes. — Le major général Ratcliffe donne son avis sur le sujet très actuel *La Méditerranée agitée*. Il y parle en détail des plans d'expansion soviétiques. — Le D<sup>r</sup> Hansres Jacobi nous rappelle *L'Invasion des Etats baltiques* durant la guerre. — Une étude particulièrement intéressante nous est présentée par le D<sup>r</sup> R. Heimann, Berne, dans *Le Plan d'un Institut suisse de l'Europe orientale*. — Suivant les considérations d'un spécialiste des sciences économiques sur le Thème : *Est-ce possible d'élever le niveau de la vie en Hongrie?* — Suivent les rapports de la *Suisse romande* de Maurice Zermatten, puis sur la *Session Mont-Pèlerin* à Saint-Moritz par le D<sup>r</sup> Wolfram Dürr, et sur la *Kirk Week in Aberdeen* par le pasteur Hans Spörri. — Deux contributions excellentes se trouvent dans l'article du colonel-divisionnaire N. Schumacher, intitulé *Du bonheur de Penser* et dans la nouvelle *Bubus-Lied* de Otto W. Taube. — Le D<sup>r</sup> Siegfried Lang donne un rapport sur *Arachne* de Max Rychner. — La *Revue politique* contient un rapport sur la session de l'Union libérale universelle, tenue à Oxford, puis des lettres venues des USA et de la Tchécoslovaquie. — La *Revue culturelle* contient de nombreuses critiques sur des expositions et des représentations remarquables, ainsi que sur le Congrès des hommes à Saint-Gall. — La *Revue des Livres*, riche comme toujours, termine ce cahier.